

VILLES : BRUXELLES



I A Bruxelles et dans les environs, les résidents viennent de 184 nationalités, dont 35% de non-belges (dont 85% sont européens)

MAÎTRE-MOT : ÉQUIPER LA VILLE !

Interview par Alain Bloëdt, Rédacteur en chef du Progressive Post, avec Philippe Close

The Progressive Post – Comment expliquez-vous la confiance plus forte des citoyens pour la politique locale au détriment du national ?

Philippe Close – La question est difficile à répondre dans un pays comme la Belgique où le vote est obligatoire et donc contraint les élus à s'intéresser à toutes les couches de la population. Je suis d'ailleurs un grand défenseur du vote obligatoire pour cela.

Pourquoi ?

C'est une vraie avancée progressiste de rendre le vote obligatoire. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si en Belgique, ce sont plutôt les partis de droite qui s'y opposent et les partis de gauche qui le défendent.

D'où vient alors la méfiance ?

La méfiance vient d'une société de plus en plus individualisée qui « ubérise » de plus en plus la façon d'aider. On ne parle

plus beaucoup des mécanismes nés au 20ème siècle qui sont les soins de santé, la sécurité sociale, etc... Les citoyens veulent du direct, des résultats concrets, très vite, auxquels répondra plus rapidement le pouvoir local. Si vous allez voir votre ministre, ce sera plus lent et plus complexe ! Pourtant, la donnée supra-locale est importante et l'un ne va pas sans l'autre. On ne pourrait pas avoir un gouvernement des villes. Des mégapoles tels que Monaco,

Singapour, Hong-Kong, etc. ce n'est pas le modèle de gauche que je défends.

Mais cela fonctionne pour la gauche au niveau local ?

Oui mais ce serait une erreur pour la gauche de croire qu'on va tout gérer au niveau local et laisser la macro aux autres.

Comment arriver à freiner cette urbanisation ?

Le rêve de tout décideur, c'est la mixité inclusive. C'est ce qu'on est arrivé à Bruxelles,



#Eurocities
 #SocialDémocratie
 Créer de l'excellence
 dans les quartiers
 populaires
 @PhilippeClose



en mettant nos banlieues dans la ville. Même s'il y a des accidents, il n'y a pas de quartiers où il n'y a qu'une mono fonctionnalité.

Comment la gauche entend-t-elle résoudre cette mixité inclusive ?

Nous ne fonctionnons pas en grand projet mais en équipant des quartiers. Un maire social-démocrate va réfléchir structurellement et donc sur du long terme. Même si c'est un peu caricatural, c'est un

“
 PLUS NOUS ÉQUIPONS NOS
 QUARTIERS, PLUS NOUS
 AURONS UNE CLASSE
 MOYENNE, CE QUI PERMETTRA
 DE PAYER DES SERVICES
 SOCIAUX
 ”

#Eurocities
#SocialDémocratie
Conserver les classes populaires grâce à l'ascenseur social et attirer une classe moyenne jeune et contributive

@PhilippeClose



peu la tendance. C'est en soi très keynésien. Plus on équipe nos quartiers, plus on va réussir à ce qu'une classe moyenne contributive s'y installe, ce qui va permettre de payer les services sociaux.

Et concrètement, comment cela s'articule-t-il ?

Le meilleur exemple à Bruxelles ce sont nos hôpitaux publics. Nos hôpitaux universitaires sont situés dans des quartiers paupérisés mais soignent aussi bien les pauvres que les riches. On a réussi à créer de l'excellence dans les quartiers populaires. C'est sans doute une des forces de la social-démocratie.

Est-ce-que ce modèle résiste bien dans la durée ?

En 1996, on était prêt à fermer ces hôpitaux. Vingt ans plus tard, ils sont reconstruits, ils emploient 9 000 personnes et ils sont parmi les plus performants d'Europe. Ils ont un

avenir en dépit d'un système de structure complexe.

Quel est le défi alors ?

Parvenir à arrêter de densifier l'hyper-centre. La réflexion que doit porter la social-démocratie : quelle qualité allons-nous offrir ? Quelles nouvelles structures sont nécessaires (centre culturel, équipements sportifs, écoles, commerces de proximité, transport en commun, espaces verts) à côté de vos logements pour que vous ayez envie de choisir de vivre en ville ?

C'est une opération de séduction vers les jeunes ?

On a une chance à Bruxelles : on a un boom démographique et un rajeunissement, le signe d'une ville qui se porte bien. Les villes stables, qui ne veulent pas que cela bouge, ce sont plutôt les villes qui vieillissent.

Bruxelles, c'est aussi une ville extrêmement cosmopolite. Est-ce-une force ou une faiblesse ?

En effet, Bruxelles et sa région, c'est 184 nationalités, 35% de résidents non belges dont 85 % sont Européens. C'est une chance et une piste de développement incroyable qui,

d'ailleurs, exige selon moi le droit de vote aux élections régionales. Malheureusement, ce n'est pas l'opinion actuelle bien que la fusion des 19 communes de la Région – parfois discutée – offrirait de facto le vote aux étrangers puisque ce pouvoir leur ai offert aux élections locales comme aux élections européennes !

Pour attirer les jeunes, il faut aussi des offres d'emploi. Comme répondez-vous à ce défi ?

On ne peut pas devenir une ville uniquement de services. Il y a la ville administrative et

Chiffres clés de 2016



RESSOURCES HUMAINES

- **6.778** personnes salariées (contractuelles ou statutaires)
- **5.550** ETP (équivalents temps plein) salariés (contractuels ou statutaires)
- **1.237** indépendants **96** intérimaires et **425** détachements
- **55%** du personnel salarié domiciliés en Région bruxelloise
- **75%** de femmes salariées



DONNÉES ÉCONOMIQUES

- **834.348.027 €** de revenus
- **489.986.948 €** de frais de personnel (**59%** des charges)
- **652.257.366 €** d'investissements cumulés entre 2007-2010



HÔPITAUX

- **4** hôpitaux publics universitaires
- **7** sites
- **371.761m²** construits répartis sur plus de **26 hectares**

la ville industrielle. On ne va plus construire des usines de voitures comme avant mais l'industrie aujourd'hui, c'est l'industrie de la recherche, l'industrie digitale, l'industrie touristique, etc... c'est la ville intelligente qui va produire les métiers de demain

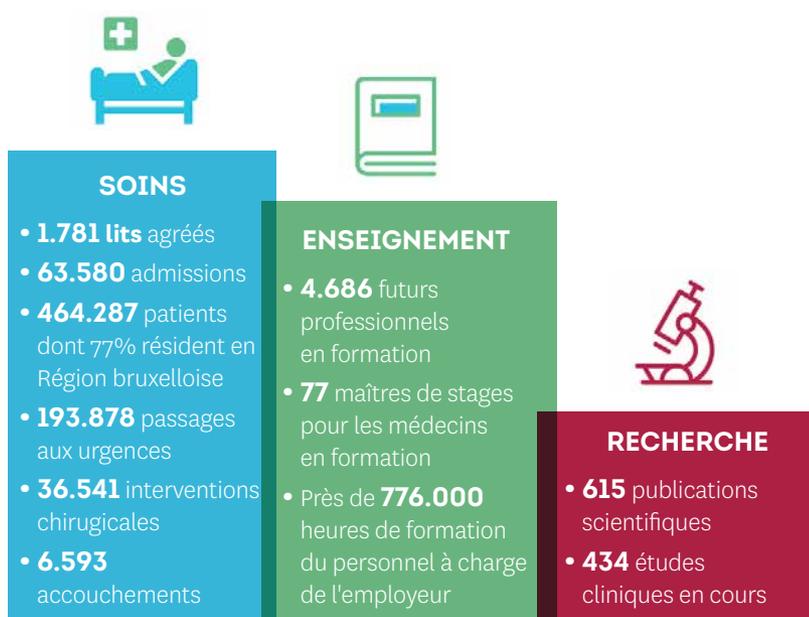
Comment financer l'équipement et répondre à la critique assénée traditionnellement aux mairies de gauche sur les dépenses publiques ?

Le souci porte surtout sur les normes européennes. Je suis pour la stabilité monétaire

et contre les politiques inflationnistes mais les règles imposées, qui nous poussent à investir, nous mettent des carcans pour qu'on rembourse dans l'année budgétaire !

N'est-ce qu'une question d'ordre budgétaire ?

Il faut savoir que 47% des investissements publics sont réalisés actuellement, en Belgique, par les pouvoirs locaux. Tout est privatisé. Il n'y a plus un pont, une route, une école qui est construit pas des employés communaux, mais c'est lent comme jamais ! Entre le moment où le maire décide et sa réalisation, c'est 7 ans !



Philippe Close est Bourgmestre de Bruxelles depuis 2017.